

L'AFFAIRE GIACOMO MATTEOTTI

Anne MORELLI

Anne Morelli : Matteotti, c'est un député socialiste italien, qui a été assassiné par le fascisme de Mussolini en 1924. Et il est devenu un symbole de l'ensemble des très nombreuses victimes du fascisme en Italie. Il y a plein de syndicalistes qui ont été assassinés, il y a plein de gens qui avaient créé des coopératives qui ont été assassinés, etc. Des grévistes. Mais Giacomo Matteotti était un parlementaire, ça a quand même un côté un peu visible. Et il avait fait des constatations sur la violence du fascisme, qu'il avait mises par écrit, qu'il avait déclamées au Parlement. Et c'est ça qui a valu sa mort. On l'a fait taire parce qu'il expliquait très clairement la violence du fascisme, qui est inhérente à ce régime. Et puis c'est aussi un homme qui a essayé de montrer, dans toute l'Europe, ce qu'était la véritable nature du fascisme. Et ça, c'est aussi une cause de sa mort.

Et l'assassinat de Matteotti permet de voir le véritable visage du fascisme. Tout ça est fait au prix de violences et on voit évidemment la liberté d'expression, etc. Peu après l'assassinat de Matteotti, on va voir la censure de tous les journaux antifascistes. On va démettre les députés qui ne sont pas fascistes, et la violence va s'installer de manière beaucoup plus durable, entraînant d'autres assassinats, mais aussi un exode d'un grand nombre d'Italiens antifascistes, qui n'ont plus aucune possibilité de vivre normalement en Italie.

MaTribune.be : On ne peut pas s'empêcher de penser au gouvernement de Giorgia Meloni, en Italie. Est-ce qu'on peut faire un parallélisme avec ce gouvernement dirigé par une élue d'extrême droite et le fascisme de l'époque ?

A.M. : Alors disons qu'elle est dans sa phase soft, mais elle n'a jamais prononcé le mot antifascisme. Parce qu'elle est d'origine fasciste, comme la plupart des membres de son gouvernement.

Alors ça, ça se manifeste comment ? Mais parce qu'on crée une télévision publique qui est dévouée au régime. Parce qu'on supprime la liberté de manifester, parce qu'on met des entraves aux syndicats, et tout ça fait naturellement qu'il y a des parallèles forts et inquiétants entre ce qui se passe aujourd'hui et ce qui s'est passé.

L'histoire ne se répète pas sous la même forme, donc vous n'aurez pas quelqu'un qui frappera à votre porte avec le bras tendu et habillé en noir ou en brun. Mais sous d'autres formes, le même programme se présente.

MT : On vient de le voir récemment chez nous aussi, pour la première fois, un bourgmestre du Vlaams Belang vient d'être élu à Ninove, en Flandre. Là, et c'est une majorité absolue, donc le cordon sanitaire, forcément, ne fonctionne pas. Qu'est-ce que ça vous inspire, cette arrivée du Belang au pouvoir ?

A.M. : Alors, l'arrivée du Belang au pouvoir, c'est l'arrivée du programme économique et social du VOKA, c'est-à-dire l'association patronale de Flandre. Si vous regardez leur programme économique et social, c'est absolument parallèle. Et donc, nous, comme syndicalistes, nous devons être extrêmement vigilants par rapport à cet aspect. On peut croire que non. C'est simplement des gens qui veulent leur identité, etc. Non, non, il y a un programme social, économique. Et leur premier ennemi, ce n'est pas forcément les francophones. Surtout si c'est un patronat francophone. Mais leur premier ennemi, ce sont les défenseurs des travailleurs.